

Le Canada contre l'apartheid

Réunion de TORONTO des ministres des Affaires étrangères du Comité du Commonwealth.

Le Canada a joué un rôle prépondérant dans les efforts déployés sur la scène internationale pour mettre fin à l'apartheid.

Ce régime institutionnalise le racisme qui se manifeste dans tous les aspects de la vie en Afrique du Sud : la vie sociale, politique, juridique et économique. Dans ce pays-là, une minorité de la population continue de prétendre qu'elle gère un système démocratique, alors même qu'elle dénie à la grande majorité de la population ses droits politiques fondamentaux. Ce paradoxe, exclusivement basé sur la race, est totalement condamné par la communauté mondiale.

tique par une répression sévère. La rançon de sang et de souffrance qu'il a fallu payer a été très élevée : depuis 1984, des milliers de personnes ont été tuées et des dizaines de milliers ont été emprisonnées sans procès. Des organisations en quête de changements fondamentaux sans faire appel à la violence ont été bannies, des journaux ont été interdits et la campagne de censure et de propagande du gouvernement de Pretoria s'est intensifiée.

Avec l'appui de ses principaux partis politiques et de la grande majorité de sa population, le Canada s'est opposé à l'apartheid en des termes non équivoques. M. Joe Clark, secrétaire d'État



Réunion du comité du Commonwealth sur l'apartheid à Toronto

Tout en maintenant son régime ségrégationniste intact, le gouvernement de l'Afrique du Sud avoue qu'il ne peut le justifier, pas plus devant les Sud-Africains que devant le reste du monde. Il prétend au contraire que l'apartheid n'existe plus dans les faits. Cependant la majorité noire est encore privée de ses droits politiques et on exerce encore des contrôles sur les endroits où les gens peuvent vivre. D'énormes iniquités sociales et économiques demeurent encore le lot des victimes de l'apartheid. Le racisme continue d'être la pierre angulaire de la société sud-africaine.

Durant la présente décennie, la majorité noire du pays a montré qu'elle est prête à payer le prix qu'il faut pour obtenir le respect de ses droits. Le gouvernement a répliqué au malaise croissant que cause la discrimination systéma-

aux Affaires extérieures, a déclaré : « Les Canadiens abhorrent la pratique du racisme institutionnalisé dans un pays qui prétend partager nos valeurs et ils en sont offensés ».

Grâce aux forums internationaux auxquels il adhère, comme par exemple l'Organisation des Nations Unies, le Commonwealth et la Francophonie, le Canada a veillé à ce que des pressions internationales concertées continuent d'être exercées pour que des négociations soient entreprises avec les dirigeants noirs, afin d'établir un gouvernement non racial et représentatif en Afrique du Sud et d'accorder à la Namibie l'indépendance à laquelle elle a droit.

Afin de convaincre le gouvernement sud-africain que des progrès réels s'imposent d'urgence, le Canada a pris

toute une série de mesures sévères, unilatéralement ou de concert avec les Nations Unies et le Commonwealth.

Le Commonwealth se doit, de par ses antécédents historiques, d'assumer un rôle de premier plan dans la lutte contre l'apartheid, ce en quoi le Canada a grandement contribué à en orienter les efforts. Le Canada a adopté toutes les sanctions économiques et autres auxquelles le Commonwealth a acquiescé. Par exemple, il a banni tout nouveau prêt bancaire à l'Afrique du Sud et tout nouvel investissement dans ce pays, de même que les importations de certains produits sud-africains, comme les produits agricoles, l'uranium, le charbon et l'acier. Il a mis fin aux programmes de soutien des entreprises exportant en Afrique du Sud ou en Namibie.

Le Canada vient également en aide aux victimes et aux opposants du régime et il appuie les pays voisins de l'Afrique du Sud. L'an passé, par exemple, le Canada a fourni plus de cinq millions de dollars pour l'éducation, le développement communautaire et l'aide juridique et humanitaire aux victimes de l'apartheid. Cette somme sera substantiellement accrue. Le Canada a également versé des fonds importants à certains programmes des Nations Unies destinés à secourir les réfugiés de l'Afrique du Sud et de la Namibie. Le pays est très actif en ce qui a trait aux initiatives visant à renforcer les économies des pays voisins de l'Afrique du Sud afin de les rendre moins vulnérables aux pressions exercées sur eux par ce pays. Au fait, le Canada accorde des subventions annuelles de 40 millions de dollars à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, organisme d'aide régionale regroupant neuf pays, ainsi que 100 millions de dollars annuellement en aide bilatérale à ses membres.

Sous la présidence du premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, les chefs de gouvernement du Commonwealth sont convenus, lors de leur réunion d'octobre 1987 à Vancouver, d'un vaste programme d'action pour combattre l'apartheid en imposant des sanctions, en accordant de l'aide aux régions frontalières, et en encourageant le dialogue et les efforts visant à contre-carrer la propagande et la censure sud-africaine.

Le Canada préside également un comité formé des ministres des Affaires étrangères de huit pays du Commonwealth. Les membres de ce comité se